

## « On a 400 élèves en très grand danger » : dans l'Eure, FO alerte sur l'inclusion scolaire systématique

Des enseignants, parents d'élèves et accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) ont échangé sur l'inclusion scolaire dans l'Eure lors d'une réunion publique.



La fédération FO de l'enseignement organisait une réunion publique consacrée à l'inclusion scolaire.

C'est un sujet que mettent régulièrement en avant les syndicats de l'éducation : mardi 18 novembre 2025, la fédération FO de l'enseignement dans l'Eure organisait une réunion publique consacrée à l'inclusion scolaire. Une quarantaine d'enseignants, parents d'élèves et accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) étaient présents dans la salle Gérard-Philippe de Gravigny, près d'Évreux.

## Un manque de places dans les structures

Comme ils le rappellent souvent, les syndicats ne sont pas contre l'inclusion. Ils sont même plutôt pour. Mais ils dénoncent « l'inclusion systématique, qui cause des détresses ». « Dans l'Eure, 400 élèves sont sur liste d'attente pour entrer dans une structure spécialisée. On a 400 élèves en très grand danger et des personnels pas aptes à s'occuper d'eux », insiste Laurent Baussier, secrétaire départemental de FO pour la partie second degré.

[Inclusion des élèves handicapés : <span title="syndicat" class="border-type-syndicat" data-entite-type="syndicat" data-entite-id="61335ec7-2840-40b6-8edb-11a6e2974976">FO</span> appelle à la mobilisation contre « la maltraitance »](#)

Faute de places dans les structures en question, ces élèves se retrouvent dans le système scolaire "classique". « L'État s'accommode de la situation dans laquelle des enfants fragiles sont accueillis dans des établissements qui ne leur vont pas du tout, déplore le représentant syndical. Il faut qu'ils soient accueillis par des professionnels. »



AESH, enseignants et parents d'élèves sont venus écouter et échanger sur le sujet.

La scolarisation des élèves en situation de handicap a un coût. Sortis d'une réunion avec l'Agence régionale de santé (ARS), les syndicats ont compris que trouver une place aux

400 enfants dans l'attente coûterait 15 millions d'euros. « Il faut que l'ARS, le préfet et la MDPH [Maison départementale des personnes handicapées] se mettent autour de la table pour trouver une solution, poursuit Laurent Baussier. Il y a de l'argent, mais il n'est pas mis là où il faut. »

## Un manque d'AESH

« On subit une inclusion forcée. On met les élèves dans les classes et on voit ce que ça donne, décrit Matthieu Laguette, secrétaire adjoint du SNUDI FO 27. Ça peut fonctionner lorsque l'on a des AESH. Mais on n'a pas assez d'AESH. » De nombreuses accompagnantes d'élèves en situation de handicap (le métier est très majoritairement féminisé) sont justement là pour témoigner de l'urgence de la situation. L'une d'elles accompagne quatre enfants dans une classe et fait son « maximum pour chacun », tout en constatant que ce n'est pas suffisant. Une autre qui suit trois enfants autistes voit que les équipes éducatives sont « en souffrance » et que les enfants sont « délaissés ».

[Les 20 ans de la loi Handicap célébrés dans l'<span title="département" class="border-type-departement" data-entite-type="departement" data-entite-id="32964aac-b557-46c9-a5b1-4d77d9decaf9">Eure</span> : « On est au rendez-vous »](#)

Dans un contexte où le nombre d'AESH est loin d'être suffisant, certains enfants ne peuvent pas bénéficier de l'accompagnement dont ils ont cruellement besoin. Et des AESH sont témoins de violences d'enfants difficiles à gérer.

*On peut toujours continuer jusqu'à ce qu'il y ait un drame. Une accompagnante*

« Moi, je ne suis pas infirmière ni psychologue », lance une institutrice qui s'alarme, elle aussi, de la montée des violences.

[<span title="commune" class="border-type-commune" data-entite-type="commune" data-entite-id="1d557eb3-f39d-4986-94f6-fa20cf044f1b">Évreux</span>. Rencontre avec une accompagnante d'élèves en situation de handicap](#)

En plus de demander plus des places dans les structures spécialisées, les syndicats militent depuis des années pour améliorer le statut des AESH. « Le temps incomplet et les salaires de misère sont toujours imposés », regrette FO, qui revendique « un statut de fonctionnaire de catégorie B et un vrai salaire pour les AESH avec un temps complet pour 24 heures d'accompagnement ».